

**Oued Tlélat (Oran)**

## **Plainte contre le SG de la commune pour harcèlement sexuel**

Ce qui n'était qu'un secret vient d'éclater au grand jour. Depuis plusieurs mois, une employée du service du personnel de la commune d'Oued Tlélat dans la wilaya d'Oran vit le calvaire. Harcelée régulièrement, nuit et jour, par son chef hiérarchique, elle craque et décide d'informer ses parents qui n'ont pas hésité à la soutenir pour déposer une première plainte au tribunal de la localité, le 26 septembre dernier. Face aux insultes et au harcèlement violent de son supérieur sans oublier les menaces de mutation et de sanctions si elle persiste dans son refus, elle décide d'enregistrer ses appels téléphoniques comme preuves. Cela s'est produit avant que le père de la victime ne consulte un avocat et ne dépose une seconde plainte le 6 novembre dernier. Informé de la plainte, le mis en cause tente de l'intimider afin qu'elle retire sa plainte après avoir essayé d'arranger les choses à l'amiable. Un procédé refusé par le père, lequel a affirmé à Liberté qu'il s'agit de l'honneur de sa fille. Jeudi passé, une altercation éclate entre la victime et le SG qui l'abreuve d'insultes et de menaces graves. Elle se rend alors chez le P/APC par intérim et envoie son père chez le chef de daïra qui a pris connaissance des faits. L'exécutif sortant était-il au courant de ces abus ? "Oui. Je les ai moi-même informés des supplices infligés à ma fille, ils m'ont contacté pour retirer la plainte. Les frasques de ce monsieur sont connues de tous", confie son père. L'auteur du harcèlement sera entendu par le procureur de la République.

Cependant, et selon le contenu de la plainte de la victime, d'autres employées ont subi le même sort, mais préfèrent garder le silence. Notons aussi que le SG occupe le poste par décision interne du maire sortant après avoir occupé le poste de comptable, suite à la décision de la SG de la commune de quitter le poste de responsabilité. Mais selon nos sources, sa confirmation au poste n'est pas d'actualité après l'avis défavorable des services concernés.

**NOUREDDINE BENABBOU**